Anabases

Traditions et réceptions de l'Antiquité

6 | 2007

Varia

Compte rendu de la Cinquième Semaine de l'histoire de l'École normale supérieure (Paris)

Lucas Demurger, Hugo Dufils et Jonathan Haas

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/anabases/3385>

DOI : 10.4000/anabases.3385

ISSN : 2256-9421

Éditeur

E.R.A.S.M.E.

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2007

Pagination : 225-231

ISSN : 1774-4296

Référence électronique

Lucas Demurger, Hugo Dufils et Jonathan Haas, « Compte rendu de la Cinquième Semaine de l'histoire de l'École normale supérieure (Paris) », *Anabases* [En ligne], 6 | 2007, mis en ligne le 01 janvier 2012, consulté le 20 octobre 2019. URL : <http://journals.openedition.org/anabases/3385> ; DOI : 10.4000/anabases.3385

Compte rendu de la Cinquième Semaine de l'histoire de l'École normale supérieure (Paris)

LUCAS DEMURGER (ENS, Paris IV),

HUGO DUFILS (EPHE),

JONATHAN HAAS (ENS, EPHE)

LE DÉPARTEMENT D'HISTOIRE de l'École normale supérieure de Paris organisait, du 6 au 9 mars 2007, sa Cinquième Semaine de l'histoire. Les organisateurs de cette manifestation – Sylvia Estienne, Gilles Pécout et Francis Prost – ont proposé au public un thème général appelant la confrontation de l'historien avec son « partenaire » quotidien : l'actualité. En effet, dans la continuité des années précédentes, les organisateurs ont choisi une problématique assez large pour solliciter les interventions variées d'historiens, sociologues et historiens de l'art bien sûr, mais également d'acteurs de la conservation, des médias et du monde politique. Car si la Semaine de l'histoire a pour objectif de contribuer aux débats qui font l'actualité de la recherche historique, elle ne se soustrait pas pour autant aux exigences de la demande sociale. Or, en choisissant, cette année, de discuter sur le thème de *L'historien face à l'actualité, de l'Antiquité à nos jours*, les organisateurs n'auraient sans doute pu faire davantage appel à ce « fonds de référence » dont chacun, bien au-delà de la communauté historique, est porteur.

La Cinquième Semaine de l'histoire s'est déroulée sur quatre journées. Chacune de ces journées a vu se succéder trois tables rondes, la manifestation se clôturant par une conférence de Pierre Briant, intitulée « L'histoire au passé et au présent. Des débats sur les conquêtes d'Alexandre le Grand aux controverses sur la mémoire coloniale ». Cette dernière intervention résume bien toute l'ambition des organisateurs : embrasser l'ensemble des époques par-delà les charnières chronologiques classiques et au travers de thèmes variés. Il est significatif que, outre l'intervention de Pierre Briant, une séance ait été consacrée exclusivement aux résonances contemporaines de questions portant sur l'Antiquité. Ces deux séances feront l'objet d'un développement dans la seconde partie de ce compte rendu.

*

* *

Trois grandes thématiques se sont dessinées au cours de la semaine :

– « l'actualité » : un concept problématique ;

- la diffusion de la connaissance historique dans le temps présent ;
- la place de l'historien dans l'actualité.

L'ensemble des réflexions engagées durant cette Cinquième Semaine de l'histoire entendait dépasser les scansions chronologiques à travers le fait historique et ce qui l'environne. Le premier séminaire, intitulé « Régimes d'historicité, régimes d'actualité » a mis en exergue cet « aller-retour temporel ». Lors de cette séance inaugurale (animée par Gilles Pécout et Francis Prost) furent précisés les termes de la réflexion générale de la Semaine tels que la nature du lien entre Histoire et actualité. Les intervenants ont tous insisté sur le fait que l'Histoire est une succession d'événements jalonnée par l'actualité qui la structure à chaque instant de son évolution. Il convient alors d'apprécier l'actualité comme réservoir productif de faits historiques. François Hartog n'a pas manqué de mentionner cette réalité qui s'écoule de Thucydide à nos jours. Pierre-Marc de Biasi, quant à lui, nous a éclairés sur les notions intégrantes de son « lexique de l'actuel ». Il a insisté sur le rapport tangible entre la sémantique et le présent (contemporain, aujourd'hui, cycle temporel court). Michelle Perrot, dans une contribution très vivante, est revenue sur son expérience de jeune historienne dans les événements de Mai 68 en évoquant les tiraillements entre la personne engagée et l'historienne dont le regard distant « refroidit » l'événement.

D'autres réflexions furent développées par Michel Poivert, Marie Chominot, Christian Jouhaud et Claude Gauvard qui participèrent à la table ronde intitulée « De l'événement contemporain au fait historique », animée par François Menant et Hélène Hernandez. Michel Poivert et Marie Chominot, historiens de l'art, se sont intéressés à « la relation des faits contemporains par la photographie » (Michel Poivert). Claude Gauvard, médiéviste, a relié présent et souvenir en montrant que la conception que l'on a du présent pouvait varier. Christian Jouhaud a évoqué la difficulté à percevoir les réelles différences entre événement et fait historique, allant jusqu'à parler d'un éventuel « basculement ». Il s'est également longuement interrogé sur la notion d'immédiateté.

La table ronde intitulée « Commémoration et célébration » (animée par Hanna Murauskaya et Antoine Lilti) a inévitablement soulevé la question de la diffusion problématique de la connaissance historique dans le temps présent. Le sacro-saint devoir de mémoire s'imisce souvent entre la connaissance historique et sa diffusion sur la scène publique ou, plus concrètement, sur une place du 14-Juillet ou une plage du Débarquement. Philippe Contamine a placé son intervention sur Jeanne d'Arc au croisement des enjeux historiographiques et politiques dans le cadre d'un développement chronologique. Olivier Wieviorka a bien résumé la teneur des enjeux en parlant de « partis pris commémoratifs ». Qu'il s'agisse de la Pucelle d'Orléans, de la Révolution ou du Débarquement, les commémorations et célébrations constituent une intéressante histoire de la diffusion biaisée d'un corpus historique souvent national et toujours officiel. Steven Kaplan a pu certes nuancer les choses en montrant que le tournant historiographique des années 1970 sur l'histoire de la Révolution avait influencé la commémoration du bicentenaire. Il n'en demeure pas moins que la diffusion à grande échelle d'une connaissance historique brûlante pose problème.

Or, cette diffusion ne se limite pas à quelques grandes commémorations touchant toute une population nationale par le biais d'un journal télévisé diffusé à une heure de grande écoute. La presse et les médias audiovisuels en général jouent également un rôle important de diffusion de la connaissance historique. Deux tables rondes de la Semaine ont permis de rassembler des acteurs importants et *informés* du monde des médias. Lors de la séance intitulée « L'histoire dans la forma-

tion des praticiens de l'actualité » – séance animée par Thomas Wieder et Nicolas Barreyre – trois intervenants nous ont fait part de leurs réflexions sur les rapports entre journalisme et histoire. Jean-Luc Pouthier a d'abord précisé la place de l'enseignement de l'histoire dans les écoles de journalisme. En précisant que les deux tiers des journalistes n'étaient pas passés par ces écoles, il a insisté sur le fait que l'histoire avait progressivement pris une place importante dans l'enseignement de ces écoles. Michel Moutot, journaliste à l'Agence France Presse, a poursuivi en faisant part de son expérience. Il a été tout à fait clair : un minimum de connaissances est absolument indispensable pour comprendre les enjeux du temps présent et ne pas se laisser abuser par tel ou tel acteur contemporain. Mais lui-même, tout comme Christophe Barbier et Luigi Mascilli Migliorini, ont insisté sur le fait que les exigences actuelles du journalisme – une information la plus fraîche possible pour une actualité toujours plus brûlante – avaient tendance à reléguer la connaissance historique pure au second plan, voire à l'écarter complètement.

Car la demande exige toujours plus de spectaculaire ; le compromis, même pour les médias spécialisés dans l'histoire, est indispensable. Cette question a fait l'objet d'une grande partie de la discussion qui a suivie la table ronde intitulée « Les actualités de l'historien : diffusion de la recherche », animée par Irène Favier et Gilles Pécourt. Didier Sapaut, de la chaîne télévisée thématique *Histoire*, a ainsi insisté sur les nécessaires compromis entre documentaires historiques et « docu-fictions ». Dans une perspective moins polémique, Francis Chevrier et Emmanuel Laurentin ont résumé les ambitions des *Rendez-vous de l'histoire* de Blois pour le premier et de *La fabrique de l'Histoire* (émission diffusée sur France-Culture) pour le second. Les trois interventions et la discussion ont permis de mieux comprendre les enjeux de la diffusion à grande échelle de la connaissance historique. Mais quel est le lien précis entre ces trois médias de diffusion et l'actualité ? Une grande manifestation comme les *Rendez-vous de l'histoire* ne peut avoir une grande réactivité à l'actualité car la rencontre se prépare un an à l'avance. Une place est néanmoins accordée à l'actualité au travers de cinq débats chaque année. La chaîne *Histoire* s'intéresse à l'actualité historique dans la mesure où elle accorde une importance à l'actualité des livres. Enfin Emmanuel Laurentin a réitéré l'exigence d'être « présent dans l'actualité » en faisant notamment une place aux commémorations des grands événements historiques. Dans tous les cas, il faut insister sur un point : la faible place accordée à l'histoire antique. L'absence d'archives audiovisuelles et un désintérêt symptomatique pour les événements lointains rentrent bien évidemment en compte.

Les archives audiovisuelles furent justement le thème d'une des séances de la Semaine, intitulée « L'historien et les actualités : l'INA, laboratoire de l'histoire contemporaine », animée par Nadeije Laneyrie-Dagen et Béatrice Joyeux-Prunel. Claude Mussou a été invitée à présenter l'Institut national de l'audiovisuel : son histoire, son organisation et les ressources offertes à la recherche. Cette séance a inévitablement restreint la notion d'actualité – ou plutôt d'*actualités* – aux informations diffusées sur support audiovisuel. Mais même si l'Antiquité n'a pas été évoquée, cette séance a permis de mieux appréhender la mutation du concept d'actualité avec l'apparition des *actualités* audiovisuelles, ce qu'aujourd'hui on appelle « les infos ». Cette mutation sémantique a malheureusement tendance à faire oublier que l'actualité, avant d'être l'actualité telle qu'elle est diffusée à très grande échelle, est, par essence, anhistorique.

Contrairement à cette dernière séance, la table ronde intitulée « Histoire, actualité, enseignement : colonisation et décolonisation » a soulevé un problème incomparablement plus brûlant : les lois mémorielles et l'enseignement de l'histoire. Pierre Caspard et Francis Prost ont animé cette séance qui a rassemblé une historienne (Sylvie Thénault), un député (Christian Kert)

et un Inspecteur général de l'Éducation nationale (Alain Bergougnioux). Christian Kert, rapporteur de la loi stipulant « le rôle positif de la présence française outre-mer », a expliqué comment le sous-amendement controversé est venu se greffer sur un texte de loi relatif à la reconnaissance par la nation des rapatriés d'Algérie et des harkis. Sa précieuse intervention a permis de clarifier certains points. Alain Bergougnioux a insisté sur le fait que les enseignants étaient des fonctionnaires de la République et que la politique ne pouvait pas se désintéresser de l'histoire. La diffusion de la connaissance historique dans l'enseignement secondaire ne doit donc pas prétendre à la neutralité ; elle doit s'inscrire résolument mais avec mesure dans le cadre et l'esprit républicains. Sylvie Thénault, spécialiste de la guerre d'Algérie, ne s'est pas opposée fondamentalement aux interventions précédentes ; elle a souligné le fait que le champ du politique et les institutions ne pouvaient se désintéresser des grandes questions mémorielles.

Les enjeux mémoriels furent longuement évoqués par les intervenants de la séance intitulée « Révisionnisme et histoire ». Nadine Fresco, forte de son expérience dans le cadre de « l'affaire Faurisson », a expliqué les raisons du succès du discours négationniste, qui se légitime en se définissant comme anti-conformiste et accroît sa popularité en réactualisant la théorie toujours séduisante du complot. Mais Étienne François, en distinguant consciencieusement négationnisme et révisionnisme, est venu rappeler que le révisionnisme est un incontestable moteur de la démarche historienne. Angelo D'Orsi et Domenico Losurdo ont ajouté qu'une distinction entre révision et révisionnisme était nécessaire.

Afin de parvenir à une concrète élucidation des faits historiques qui accompagnent notre présent, il est nécessaire de consolider la place de l'expert. La séance intitulée « Les historiens, experts de l'actualité », apporta une contribution certes décisive mais également un peu désabusée. Les intervenants de cette table ronde, animée par Franziska Heimbürger et Gilles Pécout se sont attachés à définir la fonction sociale de l'historien. Gerard Noiriel précisa les compétences de l'expert et les attentes qu'il suscite de la part des acteurs du champ social. Olivier Roy rappela la difficulté de concilier l'esprit scientifique avec les requêtes journalistiques qui imposent une brièveté du discours que l'on peut difficilement conjuguer à la démarche heuristique. Tout comme Olivier Roy, Henri Rouso a montré combien l'expertise apparemment indépendante pouvait être normée par les grands médias. En général tous les intervenants de cette séance – et particulièrement Olivier Compagnon – ont insisté sur la perte de légitimité de l'expert dans notre société.

L'historien est aussi confronté à une tendance qui réserve la seule légitimité à l'acteur, perçu comme témoin naturel de l'Histoire. Ils ont défini le praticien en tant qu'être social, manière de rappeler qu'il est la « conséquence de son présent » (répertoire descriptif de l'historien). Cela nous amène à réfléchir sur la question de l'engagement de l'expert. En effet, le savant ne peut se déprendre de la réalité concrète que constitue son présent. De fait, l'historien observe l'actualité également avec ses catégories mentales et intellectuelles.

La table ronde « Engagement politique et histoire », animée par Christophe Charle et Philippe Minard, a apporté sa contribution aux débats soulevés lors de la séance précédente. Claude Nicolet a insisté sur la fonction de l'historien : il n'est pas sollicité pour analyser, observer les faits passés, mais plutôt pour en comprendre les conséquences sur notre histoire « ultra-contemporaine ». Ceci revient à exprimer le caractère prépondérant de l'engagement, puisque le savant peut exercer une fonction « anticipatrice ». Antonio Costa Pinto et Georges Dertilis ont quant à eux apporté des exemples concrets sur la question de l'engagement des historiens dans

leur actualité. Le premier est revenu sur la dictature salazariste en expliquant que le chef d'État portugais était un intellectuel de formation et qu'il prétendait écrire l'histoire. Enfin Georges Dertilis s'est intéressé au non-engagement des historiens dans le cadre des dictatures en Grèce au XX^e siècle.

*
* *

Pour tout un chacun, l'actualité est d'abord et surtout actuelle, c'est-à-dire irrémédiablement conjuguée au présent. Il est alors difficile d'imaginer une actualité non seulement passée mais aussi *du passé* et *au passé*. Or, les organisateurs ont dédié deux séances à l'Antiquité. N'y avait-il pas là comme un hiatus temporel ?

Aussi quelle est la place de l'Antiquité et des études anciennes dans la réflexion sur l'actualité, et sur les rapports entre l'historien et l'actualité ? Encore une fois, il est nécessaire de se déprendre des vieux réflexes et des évidences, selon lesquelles actualité et Antiquité ne font pas bon ménage. Tout d'abord, les historiens de l'Antiquité étaient nombreux à intervenir lors de cette Semaine de l'Histoire : François Hartog, Roland Etienne, Claude Nicolet, Pierre Briant, Corinne Bonnet et Pascal Payen. Par ailleurs, deux des organisateurs de la Semaine, Sylvia Estienne et Francis Prost, sont eux-mêmes respectivement professeurs d'histoire romaine et d'histoire grecque à l'École normale supérieure de Paris. Une séance fut ainsi entièrement consacrée à la question des rapports entre actualité et Antiquité : « L'Antiquité et l'historiographie : penser l'histoire ancienne dans l'actualité », animée par Sylvia Estienne et Francis Prost, et au cours de laquelle sont intervenus Corinne Bonnet, Pascal Payen et Roland Etienne. La conférence de clôture, prononcée par Pierre Briant, lia l'Antiquité aux problématiques d'histoire contemporaine les plus récentes ou les plus polémiques : « Des débats sur les conquêtes d'Alexandre le Grand aux controverses sur la mémoire coloniale ». Ces intervenants ont largement démontré que l'actualité était « bonne à penser » pour les antiquisants, tout comme la pensée de l'Antiquité était nécessaire pour comprendre l'actualité. Ce double mouvement dans le temps fait de l'actualité une *archéologie*, enchevêtrement de strates successives, de couches de temps qu'il s'agit de dégager et d'analyser. Quant à l'étude plus spécifique de l'historiographie, elle eut toute sa place dans la réflexion menée au cours de cette Cinquième Semaine de l'Histoire.

Lors de la première séance (« Régimes d'historicité, régimes d'actualité »), François Hartog a précisé que le lieu commun « de l'Antiquité à nos jours » présupposait une permanence de l'actuel et de la question du rapport à l'actualité. Thucydide lui-même, a-t-il rappelé, dit s'être mis au travail « aussitôt » que se sont dessinées les tensions qui allaient aboutir à la guerre du Péloponnèse. Certes, il n'y a pas en grec ancien d'équivalent au mot « actualité » mais, en anticipant sur l'événement tout en distinguant rigoureusement ce qui « vient avant » (*pro*) de ce qui est présent (*nun*), Thucydide a « fait » l'actualité, c'est-à-dire a créé le concept sans le nommer, l'a rendu possible, de même qu'en subsumant trente années discontinues de combats sous le vocable de « guerre du Péloponnèse », il a créé ce plus vaste événement et fait l'« actualité » de la fin du V^e siècle grec. Depuis Thucydide, le « face-à-face » avec l'actualité est au cœur de la situation épistémologique dans laquelle se meut l'historien, entre passé et présent.

De leur côté Corinne Bonnet et Pascal Payen insistèrent, d'une part, sur le lien très fort entre l'Antiquité et le contemporain chez des penseurs comme Pierre Vidal-Naquet, Raymond Aron, ou Henri-Irénée Marrou et, d'autre part, sur l'importance de l'« actuel » comme facteur

décisif de la « pulsion de comprendre » chez les antiquisants. Ils ont rappelé que le projet d'*Anabases* s'inscrivait clairement dans cette perspective : il s'agit d'étudier « l'Antiquité après l'Antiquité », à la fois pour mieux comprendre l'Antiquité elle-même et pour projeter sur notre présent une lumière plus vive. Ils purent ainsi présenter à un public d'étudiants et d'universitaires les choix méthodologiques de la revue : l'approche comparatiste, l'étude des médiations et des modes de diffusion de l'Antiquité auprès de publics variés et, bien sûr, le primat de l'historiographie. En somme tout ce qui, au présent et dans le passé, participe de l'écriture au sens large de l'histoire et de la fabrication de l'objet « Antiquité ». Avec toujours en tête qu'il ne s'agit pas là d'un quelconque devoir de mémoire mais bien, tout simplement, de l'accomplissement d'un *devoir d'histoire* et d'un *devoir de l'historien*.

Les deux séances spécifiquement consacrées à l'Antiquité abordèrent également la question des liens entre la politique et l'Antiquité, comme si ce qui faisait justement l'actualité de l'Antiquité était sa récupération par les acteurs du grand jeu idéologique au fil des siècles. Après tout, comme l'a rappelé Claude Nicolet lors de la séance intitulée « Engagement politique et histoire », qu'est-ce que la politique sinon une histoire *in progress*, qui n'est pas essentiellement différente de l'histoire plus « reculée » dans le temps ? C'est autour de ce couple politique-Antiquité que se noue de la façon la plus polémique la notion d'actualité. Aussi Roland Etienne a-t-il évoqué les rapports « essentiels » entre d'une part les enjeux politiques, et d'autre part les motivations, justifications et pratiques de l'archéologie, historiquement au service des gouvernants et de leur prestige, et dont le modèle d'expédition demeure celle d'Égypte de 1799 à la gloire de Bonaparte. La recherche archéologique est donc tributaire du contexte idéologico-politique global dans lequel elle s'inscrit, des décisions étatiques comme de la couleur du « fond de l'air » : en Albanie, sous la dictature du communiste et nationaliste Hodja, les fouilles illyriennes sont très largement privilégiées ; après l'effondrement du communisme et la chute du despote, l'Albanie se (re)découvre un « nouveau » passé et revendique son identité européenne, d'où une archéologie désormais gréco-latine.

L'« Antiquité » peut alors être une arme idéologique dans les conflits entre nations : Pierre Briant a ainsi fait remarquer que la Prusse bismarckienne avait promu un modèle « helléniste allemand » chantant la gloire de la Macédoine d'Alexandre le Grand, contrée de virilité, de pureté et de force, face à une Athènes faible, décadente et dépravée, assimilée au modèle français et d'ailleurs revendiquée par la III^e République comme le lieu de naissance mythique de la liberté, de la démocratie et de l'égalité politique et civique. Clemenceau lui-même, auteur d'un *Démosthène*, assimile la République française à l'Athènes démocratique pour mieux abhorrer les Allemands, identifiés aux Romains. En France – mais pas seulement – le philhellénisme intellectuel et romantique, qui soutient la cause de l'indépendance grecque au nom des valeurs de la civilisation, a bien sûr fortement joué en faveur de ces processus d'assimilation – de façon assez paradoxale, d'ailleurs, quand on sait que la Révolution française et la I^{re} République ont, elles, rejoué les très riches heures de Rome, puis de Sparte, tandis que Camille Desmoulins était alors le seul à prendre d'emblée le parti « athénien ». Aujourd'hui encore, alors que la dernière campagne électorale a été marquée par une résurgence inattendue de références antiques plus ou moins pertinentes (par exemple, le candidat centriste et son tracteur se réclamant de Cincinnatus et sa charrue), plus gravement la question des racines culturelles et des frontières de la Macédoine, vieille controverse, est relancée par l'aéroport de Skopje, baptisé « Alexandre le Grand », dans un contexte diplomatique tendu. Alors que la Macédoine historique est éclatée entre la Grèce et la Bulgarie, la République de Macédoine (FIROM) tente de capter l'héritage grec,

provoquant un regain de nationalisme dans la région et participant ainsi de la longue construction du mythe d'Alexandre comme figure de l'Europe conquérante et de la modernité politique, évoquée par Pierre Briant.

Par là même, cette volonté de penser l'Antiquité au tamis de l'« actualité », perspective stimulante et enrichissante, permet de reposer sous un angle nouveau des questions épistémologiques décisives telles que l'histoire régressive, ou encore les dangers et vertiges de l'analogie en histoire (« comparer l'incomparable » pour recourir là à une expression de Marcel Détienné), et finalement reprendre des interrogations cruciales qui fondent la démarche de l'historien – depuis Thucydide donc, au moins – : comment se mouvoir entre passé et présent ? Et comment écrire l'histoire ?

*
* *

Les quelques quarante intervenants de la Cinquième Semaine de l'histoire ont, par-delà les scansions chronologiques, les clivages disciplinaires et professionnels, pleinement satisfait l'ambition initiale des organisateurs. Si large et englobante fût-elle, la thématique retenue a permis d'éclairer de grands enjeux propres à la discipline historique – et plus généralement aux grands débats *contemporains* de notre société.